Vendredi

6 septembre 1996 n° 292 10 F L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

La retraite de Brégançon

Le président de la République et son Premier ministre se sont enfermés dans le fort de Brégançon en cette fin d'été afin de se pencher sur les problèmes de notre pays et de donner l'image d'un couple soudé avant la rentrée.

Drôle d'image de deux hommes dont la politique menée depuis maintenant plus d'un an, faite de promesses non tenues, de discours incantatoires, de refus de négocier, conduit notre pays au bord de la récession.

Consommation atone, plans de licenciements à répétition, restructuration des armées, prélèvements sans précédent sur les ménages, démonstration de force dans une église pendant qu'en Corse chaque nuit est ponctuée d'explosions, coupes massives et aveugles dans le budget, voilà dressé le bilan de l'action de messieurs Chirac et Juppé.

Face à une telle situation, se retrancher derrière les murs épais d'un fort paraît une sage décision sauf que le risque est de rester sourds aux préoccupations des Français.

La gageure n'est-elle pas alors d'en appeler à leur optimisme et de dénoncer ceux qui entretiennent la morosité et le pessimisme ?

Dans cette situation et à la veille de la rentrée, notre parti se doit, comme l'a indiqué Lionel Jospin à La Rochelle, d'être offensif, en étant aux côtés de ceux qui souffrent, à l'écoute de tous et de poursuivre sérieusement sa réflexion pour offrir aux Français une alternative politique crédible.

C'est, après les deux premières conventions, l'objet de notre troisième et dernière convention que pilotera Henri Emmanuelli et qui défrichera le champ économique et social.

A nous tous de relever le défi !

Daniel Vaillant



Université d'été de La Rochelle

L'ALTERNATIVE COMMENCE MAINTENANT

L'intervention du Premier secrétaire p. 2 • Lionel Jospin aux Journées d'été des Verts p. 6 • Ateliers et tables rondes pp. 7, 8 et 9 • MJS p. 10 • Bilan des travaux p. 11 • L'invitée de «Vendredi» : Anémone p. 14.

ISSN 0995-0583

© Fondation Jean-Jaurès

PARLER FORT

Marquer notre opposition vigoureuse à la politique du gouvernement et engager notre parti dans la préparation de l'alternative, tels ont été les deux messages forts des socialistes à l'occasion de l'Université d'été de La Rochelle.

Notre "rentrée" a été à la mesure des problèmes qu'affrontent les Français : la montée continue du chômage depuis 1 an (plus de 120 000 demandeurs d'emploi), la baisse du pouvoir d'achat que traduit la diminution de la consommation au 2e trimestre 96 (-1%), l'anticipation de nouveaux prélèvements devant la persistance des déficits publics (près de 60 milliards attendus en 1996 pour la Sécurité sociale), la réduction des moyens affectés aux Services publics et en premier lieu l'école.

Ce pouvoir, après avoir -comme l'a dit Lionel Jospin- pratiqué le mensonge, connaît aujourd'hui une terrible épreuve de vérité. Certes, pour semer encore l'illusion, il agite à nouveau la baudruche de la baisse des impôts. Mais avec quel crédit ? Seront-ce 15, 20 ou 25 milliards d'allègements, comme le distillent jour après jour les gazettes ?

En toute hypothèse, on sera loin des 120 milliards de prélèvements supplémentaires imposés aux Français depuis plus d'un an, et il y a tout lieu de craindre que ces avantages fiscaux bénéficieront d'abord aux hauts revenus quand les ménages les plus modestes supporteront de nouvelles taxes sur l'essence et de nouvelles hausses des cotisations sociales.

Face à de telles orientations, à de telles méthodes, et même à de telles provocations, l'opposition doit relayer le mécontentement de nombreux Français pour définir avec eux une autre politique.

Tout au long de l'Université d'été, des idées ont été échangées sur la relance, le temps de travail, la citoyenneté. Il nous revient d'imaginer d'autres logiques, d'autres raisonnements, de tracer d'autres voies. Les Français nous entendent car nous parlons fort. Faisons-leur maintenant entrevoir l'espérance.

François Hollande

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet • RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) • ÉCONOMIE : Monique Grima (78.70) • PHOTOS : Pascal Lebrun • MAQUETTE : Christine Lovinger • Pascale Lecomte (78.92) • EDITION : Eric Malerbes • RÉDACTEUR : Victor Robert • PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) • J.J. Gastebois (78.09) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michelle Boucher (79-04) • ABONNEMENTS : Sabine Sebah (78-57) • PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris • IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux • N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000. Ce numéro a été tiré à 113 000 exemplaires.

LIONEL JOSPIN À L'UNIVERSITÉ DÉTÉ DE LA ROCHELLE

«Né d'un mensong

Chacun sait que les choses vont mal, y compris le président de la République. Avant-hier, il a déclaré : "ceux qui sapent le moral du pays prennent une lourde responsabilité". J'en suis d'accord. Mais, qui sont-ils ceux-là ?

Soyons clairs. La droite s'est installée, il y a trois années. Depuis un an, elle a tous les pouvoirs : ainsi le pouvoir aurait tous les pouvoirs, mais les responsables seraient les autres ? Trop facile. La réalité se venge. Ce pouvoir est né d'un mensonge, il se poursuit sur un échec, il voit devant lui se profiler la crise. Face à cette situation, il nous faut donc offrir une analyse, un combat, une alternative.

LA RÉALITE : LA FRANCE VA MAL

PARCE QU'IL Y A UNE CRISE DE CONFIANCE.

Et elle est née très vite. Dans les hésitations du début, dans le retournement d'octobre 1995. Dès que les Français ont su que le discours de campagne n'était qu'un discours. Comment les Français auraient-ils confiance, alors que, de quelque côté qu'ils portent le regard, ils ne voient que des nuages lourds de menaces ? Comment les Français auraient-ils confiance, alors qu'ils ont été abusés ?

Conservatisme, corporatisme, autoritarisme : la droite a fait glisser le masque. Fini, le discours sur la «fracture sociale», sur la «France pour tous». Où est le «plan Marshall pour les banlieues» promis pendant la campagne ? Où est la grande loi sur l'exclusion annoncée à grands renforts de tambours lors de la déclaration de politique générale du Premier ministre, en mai 1995 ? Où est l'augmentation des salaires, l'économie relancée ? Quant au Contrat Initiative Emploi, «l'arme fatale» du candidat Chirac contre le chômage, sa seule proposition pour l'emploi, il aura à peine fallu un an pour confirmer le jugement que je portais sur lui pendant la campagne : «il sera inefficace». Il l'a été. On lui a donc coupé les ailes. Il est vrai qu'il ne volait pas !

Une forme de clarification s'est ainsi opérée. Une normalisation de la droite et du RPR en particulier. Où sont passés les fameux «républicains», les défenseurs de l'intégration ? M. Philippe Séguin et ses amis se taisent. Quant à M. Balladur, il joue avec M. Juppé à se faire mutuellement les poches : «Vous m'avez pris ma pratique de pouvoir, je vous emprunte votre discours de campagne». Ces jeux ne doivent pas faire illusion : il n'y a pas d'alternative à droite. Les Français savent qui les gouverne, qui tient les commandes : une droite dure et molle à la fois. Dure, quand il s'agit de s'en prendre aux plus faibles. Molle, quand il faut affronter des corporatismes puissants ou les violents en Corse. Une droite qui n'hésite pas à déployer des forces de police considérables pour chasser des femmes, des hommes et des enfants d'une église, mais qui laisse violer au grand jour la loi de la République et commettre en Corse, assassinats, plastiquages, exactions en tous genres.

Dès qu'il y a un problème, qu'une vraie difficulté se présente, que des gens protestent et bougent, vous pouvez être sûrs que l'attitude du gouvernement tiendra en trois mots : négation, pourrissement, brutalité. Alors même que l'art de gouverner suppose une autre trilogie : reconnaître la réalité, traiter la difficulté, agir avec doigté.

Voulez-vous des exemples de cette valse à trois temps ?

D'abord, la négation : maîtrise des dépenses de santé : «il est stupide de chercher à maîtriser les dépenses de santé» ; vache folle : «c'est la presse qui est devenue folle» ; sans-papiers : «les lois Pasqua ne posent aucun problème» .

Ensuite, le pourrissement : crise sociale de l'hiver dernier -on refuse de négocier au point de ne pouvoir prononcer le mot ; les sans-papiers- cinq mois de crise inutile.

Enfin, la brutalité : l'évacuation de l'église Saint-Bernard en est le dernier exemple.

Discussion, négociation, dialogue social : ce sont là des mots qui écorchent les oreilles et la bouche de nos gouvernants ! de ce gouvernement cassant, de ce gouvernement impuissant !

PARCE QU'IL Y A UN ÉCHEC ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.

Quel est le constat ?

Le tableau est clair... c'est-à-dire qu'il est sombre.

Une croissance nulle au second trimestre 1996, après un chiffre élevé au premier, dû au rattrapage des grèves de décembre 1995 (1,2 %). Cette tendance à la stagnation devrait se prolonger .

L'emploi en pâtit.

Le taux de chômage est désormais de 12,4 %

e, ce pouvoir est en échec»

(11,6 % au lendemain de la présidentielle).

Les déficits publics restent élevés (supérieurs à 4,2 % du PIB sans doute à la fin 1996), en raison de faibles recettes assises sur une croissance insuffisante.

La Sécurité sociale creuse son déficit : le gouvernement nous disait : «seulement 17 milliards de F. en 1996, grâce à mon action». J'avais dit publiquement : «Ce sera plus. Vous sous-estimez les dépenses, car si vous avez frappé tout de suite les assurés sociaux, vous ménagez les médecins libéraux et l'industrie pharmaceutique.» On nous avoue aujourd'hui : «55 milliards de déficit, si ce n'est plus». D'où de nouvelles menaces pour les assurés sociaux.

Le franc est attaqué. Vous savez les précautions que je prends pour m'exprimer sur ce sujet. Le gouvernement prétend vouloir un franc fort. Mais comment avoir un franc fort avec une économie flasque ?

Cet échec résulte de choix erronés

Il y a certes, dans la dégradation de l'économie française, la trace d'une conjoncture internationale médiocre (notamment en Allemagne), mais qui n'atteint pas tous nos partenaires (États-Unis). C'est pourquoi nous devrons trouver, le moment venu, avec nos partenaires, le chemin d'une initiative de croissance. Au lieu de donner un moteur à l'économie, la politique de la droite, décidée finalement par Jacques Chirac et appliquée par Alain Juppé, a serré tous les freins :

- le frein salarial, avec le refus d'une relance négociée du pouvoir d'achat, la stagnation de celui-ci ;
- le frein de la dépense publique, dont l'effet dépressif est estimé à 0,5 % du PIB ;
- le frein monétaire, avec une baisse des taux d'intérêt certes significative, mais dont l'effet est rogné par la déflation et par son rythme trop lent ; il est donc difficile d'en mesurer l'impact futur.
- le frein fiscal, surtout, avec une avalanche de prélèvements nouveaux (120 milliards de F depuis 1995) La prétendue «réforme fiscale» annoncée à grands sons de trompes sera en fait :
  - limitée : 15 à 20 milliards d'allégement, alors qu'on a prélevé 120 milliards ;
  - en trompe-l'œil : face à la dégradation encore cachée du financement de l'assurance maladie, un nouveau prélèvement type CSG serait imminent ;
  - injuste : la suppression -ou l'extension- de l'abattement de 20 % sur l'impôt sur le revenu accordé traditionnellement aux salariés parce qu'ils ne peuvent dissimuler leurs revenus pénalisera ces derniers pour avantager les détenteurs d'actions.
- le frein européen : les grands travaux pour le développement sont refusés, la construction politique et économique de l'Europe a perdu toute lisibilité.

IL FAUT COMBATTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Je vous appelle à ce combat.

SUR CHAQUE DOSSIER, NOUS OPPOSERONS NOS APPROCHES AUX SIENNES.

Grâce au travail accompli par nous depuis un an, aux premiers fruits des commissions et groupes de travail du PS, désormais en pleine activité, aux résultats de nos deux premières conventions sur «La Mondialisation, l'Europe et la France» et sur «Les acteurs de la Démocratie», animées par Pierre Moscovici, puis Jack Lang, il ne serait pas honnête, sur beaucoup de points désormais, de dire que l'on ne sait pas où en est le Parti socialiste. Qu'on lise nos textes, qu'on nous écoute, et on verra et entendra qu'il n'en est rien.

Je tirerai trois exemples de l'actualité récente, d'ordres très différents :

Les difficultés des éleveurs : elles appellent des réponses plus vastes que la seule aide à court terme. Il faut aider les éleveurs. Je soutiens leurs demandes. Leur situation est très difficile et elle peut s'aggraver encore. Nous ne chicanerons pas le gouvernement, s'il fait ce qu'il faut en ce domaine au plan national comme auprès de l'Union européenne. Mais nous avons notre approche, qui ne se confond pas avec celle du gouvernement :

- nous plaidons pour le renforcement de l'organisation du marché «viande bovine» ;
- nous soutenons le principe de la réduction de l'aide aux céréaliers au bénéfice des éleveurs, mais en insistant sur la nécessité de moduler cette disposition de telle sorte qu'elle affecte davantage les plus gros producteurs de céréales. Il y a en France une agriculture très riche, alors que tant d'agriculteurs petits ou moyens connaissent des difficultés.

Il faut cesser de nier cette réalité ;

- nous devons aller plus loin que la gestion à court terme de cette crise.

Les agriculteurs et les Français commencent à entrevoir que le cocktail déréglementation libérale (comme au Royaume-Uni dans le cas des contrôles sanitaires dans la filière viande) et agriculture productiviste, est dangereux pour la masse des agriculteurs.

Cette crise, tout à fait malheureuse, doit être au moins l'occasion pour nous, aux côtés d'agriculteurs qui portent ce message -et bien sûr sans interférer avec le syndicalisme agricole-, de faire avancer l'idée qu'il faut, face à l'inévitable limite des moyens budgétaires en Europe, privilégier l'agriculture qui occupe l'espace sans l'affecter, contribue à la vitalité du tissu rural et est susceptible de répondre aux besoins des consommateurs en produits sains et de qualité. Les exigences de la santé publique rejoignent ici les intérêts bien compris de la profession.

Dans l'agriculture, on ne pourra échapper à la remise en cause progressive des systèmes de production qui se sont affranchis des conditions naturelles d'élevage et à la nécessité de faire progresser l'élevage extensif à base d'herbe. Il faudra, dans tous les secteurs, privilégier la qualité sur la quantité et faire progresser l'idée d'une aide tenant compte des volumes produits et donc de la richesse et de la puissance inégales des exploitations. Dans ce domaine, les idées des socialistes sont bien plus modernes et porteuses d'avenir que celles des conservateurs. Popularisons-les.

La crise corse : elle suppose un peu moins de crispation sur le statut, mais plus de clarté et de fermeté dans la défense de l'État de droit.

Le gouvernement n'avancera pas sur le problème corse en proposant une «zone franche», inefficace tant que la paix civile n'est pas là, de toute façon potentiellement dangereuse, compte tenu des actuelles dérives mafieuses. Il a puissamment contribué à la brutale aggravation de la situation actuelle, en négociant en secret avec une tendance dure du nationalisme, pour passer soudainement à une fermeté dont on ne sait si elle est de posture passagère ou durable.

Je ne me focalise pas sur la question du statut. Mais il faudra bien, le moment venu, trouver une issue politique à une évolution qui conduirait les factions du nationalisme corse à sortir de l'impasse de la violence et de la clandestinité. Cette issue se fera «dans la République», car telle est la volonté sans ambiguïté de la très grande majorité des Corses, sans parler des autres Français. Mais ne savons-nous pas que les questions de la personnalité, de la langue et de la cul-

ture corses sont sans doute encore plus importantes que les questions économiques? Alors, pourquoi fermer cette porte à l'avance ?

Contre le désarroi qui gagne la Corse, face aux tentatives courageuses de celles -et je salue l'action des femmes corses mobilisées contre la violence- et de ceux qui veulent sortir l'île de la spirale du nihilisme, l'État doit dire le droit, fixer des normes claires, rappeler chacun à la loi commune. Ce n'est pas ce qui s'est fait depuis un an.

Le dialogue, quand il a lieu, doit être mené au grand jour et avec tous, d'abord bien entendu avec les élus de l'île, éventuellement avec d'autres pour peu que ce dialogue soit mené publiquement.

La question des «sans-papiers» : elle doit être traitée en reprenant l'ensemble de la question de l'immigration.

Face à l'irresponsabilité du gouvernement, ou peut-être à son esprit de ruse, dans l'affaire des «sans-papiers», la gauche a fait son devoir.

J'ai reçu une délégation des «sans-papiers» de Saint-Bernard, dès le 10 juillet au siège du parti. Daniel Vaillant, le maire du XVIIIe arrondissement et ses adjoints, laissés sans moyen par la Mairie de Paris, ont pleinement assumé leur mission, avec les militants de la Goutte d'Or. Ils n'étaient que rarement sous l'œil des caméras, mais les familles sur place et les «médiateurs» savent ce qu'ils ont fait. Nos dirigeants et moi-même avons rempli notre rôle. Il n'est pas terminé.

Ce rôle n'est pas celui des organisations humanitaires ou celui des personnalités, que je respecte. Il n'est sûrement pas celui de l'extrême-gauche, qui a ses analyses et ses habitudes. Nous avons à dire et à faire ce qui nous paraît juste. En partant de nos valeurs, des réalités vécues, du besoin de convaincre les Français. En apportant de la clarté. Un élément de compréhension nous est fourni par les «médiateurs», lorsqu'ils disent, tout en proposant des critères objectifs de régularisation, que tous les «sans-papiers» de Saint-Bernard ne pouvaient être régularisés.

Le gouvernement, pour entretenir la confusion dans l'opinion, a constamment pratiqué l'amalgame entre tous les «sans-papiers» de Saint-Bernard, entre ceux-ci et tous les «sans-papiers» de France, entre ceux-là et tous les immigrés clandestins, sous prétexte que, par définition, aucun n'a de papiers. Ne pratiquons pas un amalgame réciproque au nom de ce que nous penserions être une bonne cause.

Il y a en France quelques millions d'étrangers en situation régulière, dont plus de la moitié sont des Européens. Chaque année, environ 120.000 personnes viennent régulièrement s'installer dans notre pays et environ 40.000 en repartent. Parmi eux, une large majorité de ressortissants de l'Union européenne.

Il y a sans doute quelques dizaines de milliers de «sans-papiers», (au sens récent du terme), qui nourrissent l'espoir d'être régularisés. Pour une part, il s'agit moins de «sans-papiers» que de personnes «privées de papiers», jusque-là en situation régulière et qui ont vu leur situation juridique, personnelle et souvent familiale déstabilisée par les lois Méhaignerie-Pasqua. Ces femmes et ces hommes devraient être régularisés après un examen sérieux, attentif, serein, de leur situation, et non dans le feu d'une crise médiatisée.

Parmi les «sans-papiers», certains ne peuvent être régularisés aujourd'hui. Demain, même si nous modifions la législation actuelle, tous ne pourraient prétendre à cette régularisation, sauf à contredire nos affirmations sur l'immigration clandestine, à bouleverser la conception française du droit d'asile, et à s'exposer à être gravement incompris des Français, y compris de nos électeurs.

Il y a enfin en France quelques centaines de milliers de clandestins, sans que, par définition, on puisse être sûr de leur nombre. On peut comprendre pourquoi ils viennent dans notre pays : parce que la vie est très difficile chez eux, parce que notre pays est riche, parce qu'ils l'aiment souvent et parce que certains employeurs -dont je ne crois pas savoir qu'ils votent à gauche- leur offrent un travail illégal et sous-payé. Mais ils ne peuvent être régularisés. Contrôlés, ils doivent être reconduits dans leurs pays, en étant traités de façon humaine.

C'est pourquoi ma position était -et reste- dans une situation comme celle de l'église Saint-Bernard, hier comme demain, d'exercer notre devoir de solidarité tout en disant clairement aux Français ce que nous accepterions et ce que nous n'accepterions pas. Je l'ai énoncé moi-même en votre nom et ma position n'était pas éloignée de celle des «médiateurs», sans se confondre avec elle. Tous les «sans-papiers» ne peuvent être régularisés. Ceux qui peuvent l'être doivent l'être sur la base de critères objectifs et non selon un "pouvoir discrétionnaire" qui appartiendrait à l'administration.

D'une certaine façon, le débat sur l'immigration est relancé. Le gouvernement l'a peut-être voulu, pour de médiocres raisons électorales. Tâchons d'en tirer le meilleur. Le mouvement autour des «sans-papiers» issus de la nouvelle législation ne doit pas être un piège pour nous. Il ne doit pas être un mouvement, noble certes, mais minoritaire, c'est-à-dire coupé des couches profondes du pays, notamment populaires, qui doivent, au contraire, être amenées à se reconnaître en lui. Il doit être compris, comme l'avait été le mouvement de décembre dernier, pour aider au changement des perceptions et à l'évolution des mentalités sur ces questions de l'immigration.

Nous allons préciser nos positions sur ce sujet grave. J'ai esquissé devant vous une



démarche, à partir des faits récents. Mais un travail collectif est en cours.

Nous reverrons les lois Pasqua, nous dirons aux Français la vérité sur les chiffres, nous rappellerons le rôle que jouent les immigrés en France dans des postes de travail qui ne seraient pas pourvus sans eux, nous combattrons l'immigration clandestine et d'abord le travail clandestin, nous nouerons de nouveaux liens avec les pays d'origine, nous essayerons donc de faire le clair dans nos têtes et dans celles de nos compatriotes, afin de réguler l'immigration.

NOUS AGIRONS AUX CÔTÉS DE CEUX QUI VOUDRONT FAIRE RECULER LE POUVOIR

Pourquoi le gouvernement voudrait-il que dans un climat morose, face à une politique impopulaire, à une situation bloquée, à un devenir menaçant, de multiples catégories de Français acceptent sans rien dire ni rien faire, une politique qui ne leur avait pas été



annoncée, qui met en cause leur travail ou leurs conditions de vie... et qui échoue ?

Le Président et le gouvernement disent : "ça ne va pas bien, il faut garder le cap". Moi je dis : "ça ne va pas bien, il faut changer de politique". Et si le gouvernement ne veut pas changer et que les Français ne veulent pas de sa politique, ils en viendront à se poser la question : «ne faut-il pas changer le gouvernement»?

Ce n'est pas à trois mois des élections législatives qu'il faudra poser aux Français la question de l'alternative. C'est dès maintenant que cette hypothèse doit pénétrer les esprits. En 1998, nous aurons quitté le pouvoir depuis cinq ans. Déjà, les Français ont modifié le regard qu'ils portent sur notre passage au pouvoir ; déjà ils ont corrigé l'appréciation exagérément négative formulée à notre endroit. Le deuxième tour de l'élection présidentielle l'a bien montré : 1995 n'était plus 1993.

Les Français savent qu'ils avaient leurs raisons pour réélire François Mitterrand en 1988. Mais le deuxième septennat néanmoins a déçu.

Si la droite échoue, aucune fatalité ne saurait nous interdire l'alternance. Nous gagnerons ou nous ne gagnerons pas. Les Français en décideront. Mais, jour après jour, je veux que nous reconquérions notre légitimité et notre capacité à exercer les responsabilités.

L'ALTERNATIVE COMMENCE MAINTENANT

LE PARTI SOCIALISTE SE PRÉPARE

Il évolue.

Les élections partielles l'ont montré -avec nos victoires-, les enquêtes d'opinion le soulignent : le Parti socialiste a retrouvé une crédibilité.

Il doit regagner du terrain dans les couches populaires, ce qui implique qu'il soit plus convaincant sur les questions économiques et sociales, sur l'immigration, sur la sécurité.

Malgré leur faiblesse numérique, nos groupes parlementaires sont actifs, méthodiques et parviennent à se faire entendre. J'en remercie leurs trois présidents : Laurent Fabius, Claude Estier et Elisabeth Guigou.

Quant au Parti socialiste, les commissions de travail, les groupes de réflexion y foisonnent à nouveau. Ils ont commencé à produire. Et le débat est à nouveau possible sans tension. Nous avons réglé la question cruciale du siège grâce à l'action notamment d'Alain Claeys, notre trésorier ; nous avons ainsi transformé l'emprunt qui venait à échéance juste avant les législatives de 1998 en un emprunt amortissable qui dépasse cette échéance. Nos finances sont assainies. Le parti se conforme aux lois nouvelles. Puisque je parle de progrès à faire, j'évoquerai à nouveau la question de la représentation des femmes, pour notre formation politique, dans les prochaines assemblées. Nous avons inscrit le principe de parité comme objectif dans nos statuts. Il faut en tirer des conséquences.

J'entends donc, à l'occasion des désignations, que soient nombreuses nos candidates et nos candidates éligibles. Je compte sur vous, plus largement sur nos militantes et militants pour peser dans ce sens. Cela contribuera à la rénovation que nous avons amorcée. Les droits de l'homme, ce sont aussi les droits des femmes !

Le Parti socialiste n'avance pas seul

Nous dialoguons avec d'autres.

Je viens, vous le savez, de l'Université des Verts où, pour la première fois, à l'invitation de Dominique Voynet, j'ai, avec Robert Hue et Charles Fiterman, participé à un échange direct, vivant et cordial avec des cadres et des militants écologistes. Je leur ai dit que nous étions, nous aussi, attachés à cette notion de "développement soutenable". Il faudra y penser dans la Convention "Economie", car je n'ai pas deux langages : un pour les Verts, un pour les socialistes.

Trois fois au cours de cette année, à la Mutualité, à l'initiative du PS, à Bercy, à l'invitation du PC, chez les Verts, la gauche, enfin, s'est rassemblée. Entre nous le climat est chaleureux. Le respect est mutuel. La confrontation est franche. Chaque fois, je dis clairement ce que nous pensons, sur quoi nous sommes d'accord, sur quoi nous ne le sommes pas. Je ne crois pas que cela débouchera sur des plates-formes communes. Les communistes, par exemple, ne le souhaitent pas. Et je ne le réclame pas. Mais cela permet de s'enrichir mutuellement, de mieux cerner nos identités, de défricher les champs du réel qu'il nous faudra affronter et transformer, si nous gagnons.

Plus près de nous dans le temps et dans l'espace : en Europe, les concertations sont

© Fondation Jean Jaurès

fréquentes entre leaders socialistes, sociaux-démocrates ou travaillistes. Les socialistes peuvent seuls apporter une alternative au conservatisme ultralibéral qui, en défaisant le "modèle européen", risque de défaire tout simplement l'Europe. Déjà la moitié des pays européens ont fait confiance à des gouvernements de gauche. Si les travaillistes gagnent demain en Grande-Bretagne, si nous gagnons en France, nous aurons les moyens de changer la donne.

LE PARTI SOCIALISTE PRÉPARE UNE AUTRE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Je ne sais pas ce que veut dire "l'autre politique". Même si je comprends bien qu'en diabolisant ce terme, on veut interdire tout débat sur la politique économique. Je ne sais donc pas ce qu'est "l'autre politique". Mais je sais ce qu'est la politique du gouvernement et je n'en veux pas. Je veux une "autre politique". Nous sommes comptables, je me sens désormais comptable de ce que nous ferons de notre société, de notre monde. Je ne veux pas qu'on porte sur ma signature politique le jugement qu'on a porté sur la génération des années 30.

C'est cette "autre politique" que nous allons définir dans la troisième convention que notre parti va tenir cet automne. J'en ai confié l'animation à Henri Emmanuelli. Celui-ci réunira un groupe de travail de douze responsables du parti. Ce groupe de travail, que j'ai installé, va, avec ses quatre sous-groupes : croissance/emploi - fiscalité - cohésion sociale et solidarité territoriale - éducation -culture et recherche, travailler pendant un mois. Pendant un autre mois, une commission nationale de 30 ou 40 membres reprendra ces travaux pour pousser plus loin la discussion. Puis l'ensemble des militants sera saisi de nos premières orientations. C'est dire que le débat ne fait que commencer. En outre, en 1997, nous aurons à faire la synthèse de nos propositions pour les présenter aux Français. Ce débat sera décisif. Nos propositions devront être audacieuses pour redonner espoir. Réalistes pour rester crédibles. Elles doivent nous distinguer de la droite, sinon pourquoi changer. Elles doivent tenir le choc face au réel, sinon nous les oublierons en route, à nouveau.

L'exercice est difficile ? Il est surtout indispensable.

Car la réalité d'aujourd'hui est plus difficile encore pour les Françaises et les Français. C'est ce qui justifie l'urgence du changement. C'est ce qui doit tremper notre détermination. C'est en tout cas, en cette rentrée si rude, ce qui fonde la mienne ■

Lionel Jospin aux journées d'été des Verts

Lionel Jospin est intervenu aux côtés de Charles Fitermann, Dominique Voynet et Robert Hue devant les Journées d'été des Verts : «L'horizon 1998 quelles priorités pour le développement soutenable». Les leaders de la gauche et les écologistes, ont pris l'habitude de débattre, notamment dans les Assises de la transformation sociale. Ce débat s'est déjà formalisé cette année avec le colloque du PS à la Mutualité le 16 mars et le forum du PCF le 2 avril à Bercy.

Extrait de l'intervention de Lionel Jospin.

«Je vois quatre dimensions importantes dans une politique de développement durable.

Le développement économique est nécessaire même s'il est insuffisant.

On le sait, la mesure du bien-être ne peut se limiter à la progression du PNB par habitant.

La faible croissance, en particulier en Europe, a fait des dégâts (chômage, pauvreté, montée de l'extrémisme de droite, crise démocratique...) sans qu'il y ait recul de la pollution.

On constate que plus les pays sont pauvres et donc incapables de maîtriser leur démographie, plus la détérioration de l'environnement est forte.

A l'inverse, les pays riches -s'ils le veulent- peuvent investir dans l'environnement.

Aujourd'hui, le désir de croissance qu'entraîne la stagnation économique ne doit pas nous conduire à un retour à la conception ancienne de la croissance.

Le social est indissociable de l'économie.

On ne peut faire une bonne économie sans :

■ une répartition plus égalitaire des revenus : comment équilibrer l'économie en faisant la part des salaires dans des pays où 85% de la population active est salariée ?

■ une politique de lutte contre l'exclusion ;

■ une action résolue dans les quartiers dégradés ;

■ des politiques de santé maîtrisées mais générales et efficaces ;

■ des politiques audacieuses d'éducation et de formation, pour investir dans l'avenir ;

■ la conquête du temps libre, à condition que ce ne soit pas un temps «vide» .

La dimension écologique doit être intégrée

■ Respect des ressources, en particulier non renouvelables.

■ Politiques d'économies d'énergies. Après avoir été en avance après le premier choc pétrolier, nous sommes en train de prendre du retard, même en face des Etats-Unis.

■ Recyclage des déchets, des emballages, problèmes des déchets radioactifs.

■ Respect du patrimoine de la planète (atmosphère, eaux, forêts) et action contre l'effet de serre.

■ Respect de la santé et des vies humaines : Bhopal en Inde, Tchernobyl, accidents de la route, problème des nappes phréatiques, «vache folle».

Je constate que la France suspend brutalement l'application de Natura 2000.

■ Respect de la bio-diversité : cela suppose une révision des concepts de la comptabilité nationale et de la fiscalité, pour prendre en compte des coups indirects et des valeurs qualitatives.

L'éthique, le civisme et la culture imposent un certain type de développement

■ Pas de développement durable avec la corruption, qui fausse les règles du jeu. La transparence doit être établie à l'échelle nationale comme internationale (les narcodollars).

■ La démocratie, une société civile active grâce aux associations, à la liberté de l'information, à l'indépendance des expertises, garantissent mieux des choix de développement adéquats que l'autoritarisme. Une des leçons du mouvement de novembre/décembre est l'affirmation, par des centaines de milliers, des millions d'hommes et de femmes, de leur volonté d'être entendus, de s'exprimer, de se rassembler.

Le développement durable ne peut faire son chemin que dans le cadre d'une politique de progrès.

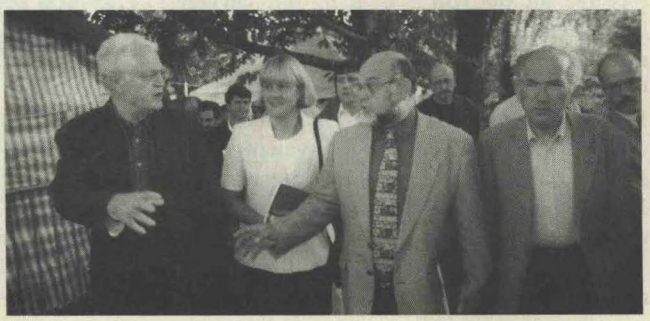
Il est incompatible avec le libéralisme dur.

Il faut donc des correctifs ;

Fiscalité : impôt sur le CO_2, et sur les emballages : «les pollueurs sont les payeurs» ;

Réglementations : en pensant au contre-exemple anglais sur les aliments du bétail .

Si le développement soutenable est centré sur l'homme et intègre la question sociale, il rejoint les objectifs des socialistes».



UNIVERSITÉ ENTREPRISES

«L'université du travail»

Pendant deux jours, dans le cadre de trois ateliers et six tables rondes, plus de 60 militants, exerçant des responsabilités dans le monde du travail ou dans le champ de l'économie sociale, de l'éducation et des collectivités locales, ont nourri les débats de leur expérience et de leurs propositions.

«Le développement économique et stratégique des entreprises est-il à la hauteur des enjeux de notre société ? »

La politique du gouvernement est un lourd handicap pour favoriser la relance économique. La faiblesse de la demande exprime la défiance des Français vis-à-vis d'une politique économique et sociale qui a fait la démonstration de son insuffisance. L'internationalisation des marchés, les délocalisations sauvages, la spéculation financière mondiale sont les faits marquants d'une stratégie qui ignore les intérêts de la collectivité nationale. Moulinex en est un cruel exemple... La frénésie de privatisation du gouvernement met en évidence la volonté de brader les atouts d'une économie mixte face à l'âpreté de la concurrence mondiale. Avec comme seule finalité la privatisation des profits et la nationalisation des pertes. C'est un projet renouvelé de redéploiement industriel de nos entreprises que nous devons impulser pour assurer notre développement économique dans le cadre de l'Union européenne.

«Les investissements ont-ils un effet négatif sur les conditions de travail ?»

Le progrès technique qui réduit le travail humain, en particulier dans les travaux pénibles, devrait servir à la libération de l'homme. Ce qui devrait être bénéfique pour tous est un «outil» de marginalisation et d'exclusion sociale. Pourquoi ? La cause principale réside dans la maximalisation du profit des entreprises, avec des investissements qui conduisent à réduire les emplois.

Il faut rééquilibrer les poids respectifs des «acteurs économiques» (salariés, consommateurs, entreprises et collectivités locales) dans les décisions d'investissement des entreprises. C'est en particulier par la fiscalité (ex : assiette des cotisations sociales sur les investissements, etc.) qu'il conviendrait de mettre en œuvre des propositions de nature à mieux orienter notre politique économique et sociale.

«La redistribution, un élément clé de l'emploi et de la politique salariale».

Au cœur du débat sur la redistribution il y a la réduction du temps de travail. Il faut s'engager dans une réduction massive pour que cette mesure ait un effet significatif sur la création d'emplois. Parmi les mesures évoquées : abaisser l'âge du départ à la retraite des ouvriers manuels, répartition de la valeur ajoutée entre les salariés et le capital, répartition des gains de productivité, etc.

«Syndicalisme et politique sont-ils les conditions du progrès social dans l'entreprise ?»

L'actuelle faiblesse du syndicalisme français dans les entreprises, surtout dans les PMI/PME, est dramatique. Un sursaut des forces politiques de gauche est nécessaire à la sauvegarde des conquêtes sociales. Il faut inverser le rapport de force à l'intérieur des entreprises qui est très défavorable aux salariés. Il faut agir sur la législation du travail, relancer la négociation collective dans les entreprises, les branches, entre organisations syndicales et patronat.

«Place de l'entreprise dans le développement urbain».

L'entreprise est une composante essentielle des collectivités locales, urbaines ou rurales. Elle doit prendre en compte les conséquences de ses décisions vis-à-vis de son environnement social, économique et écologique. L'implantation des entreprises est trop souvent l'objet de marchandage, voire de véritable chantage à l'emploi par des «chasseurs de primes» sans scrupules. Il faut définir des règles de jeu transparentes et équilibrées.

Quelques pistes de réflexion :

- mettre en œuvre une nouvelle étape de la régionalisation visant au regroupement des communes,
- mutualiser la taxe professionnelle par agglomération, ou groupement de communes,
- contrôler l'utilisation de l'argent public,
- lutter contre la désertification rurale (disparition des entreprises),
- développer une politique active de l'environnement,
- rétablir un meilleur équilibre entre le lieu de vie (logement) et le travail,
- reconquérir le cœur des villes (commerce de proximité, etc.)



De gauche à droite : Jean-Louis Cottigny, Alain Bergounioux et Jean-Marc Ayrault.

«La négociation collective, une condition de l'exercice des droits des salariés et de leur citoyenneté»

La négociation par les partenaires sociaux des conventions collectives par branches professionnelles est fondamentale pour garantir durablement les droits des salariés. Si la priorité doit être accordée à la convention collective, ceci ne doit pas conduire à la disparition de la négociation dans l'entreprise. Or la négociation dans les entreprises est nettement insuffisante. Ceci résulte d'un rapport de force défavorable aux organisations syndicales. Il convient donc de ranimer la négociation dans les entreprises, car elle est l'expression de la citoyenneté des salariés. Cette action, qui est l'expression d'une volonté politique permanente du parti (cf loi Auroux, démocratisation du secteur public et nationalisé, etc.) nécessitera des mesures d'accompagnement qui renforcent le rôle des organisations syndicales. Quelques exemples :

- possibilité pour les organisations syndicales de se porter partie civile devant les tribunaux en cas de licenciements abusifs ;
- présence des salariés dans les conseils d'admninistration des entreprises (extension de la loi de démocratisation du public au privé) ;
- renforcement des sanctions pénales vis-à-vis des chefs d'entreprises pour les infractions au code du travail.

Ces travaux alimenteront la réflexion de la commission nationale Entreprises et de ses structures régionales. L'entreprise et le monde du travail doivent être au cœur de notre projet car c'est là que nous construirons notre avenir.

Jean-Louis Cottigny,
Secrétaire national aux Entreprises,
et Michel Raffet,
Délégué national

Des militants studieux

Prêts, avec ce zeste d'impatience qui saisit les bons élèves à la veille de la rentrée... Les militants qui ont suivi les travaux de l'Université d'été du Parti socialiste, les 30 et 31 août et le 1er septembre à La Rochelle, étaient venus prendre des forces à un moment où le parti redéfinit peu à peu son projet fondamental. Ils sont repartis mieux armés pour affronter une année qui s'annonce difficile pour le pays.

Alors que les militants désireux de rafraîchir leurs connaissances historiques étudient «Le PS avant 1971» et suivent studieusement au tableau le parcours de la gauche de la Commune à l'unification en passant par les Congrès de Marseille, du Havre et de Saint-Etienne, de nombreux autres écoutent sagement le débat sur «Inégalité, patrimoine, revenus, fiscalité». Ils prennent des notes sur la complexité du système fiscal et le risque de déclencher l'inquiétude à l'annonce d'une grande réforme car les Français n'y comprennent rien et «ont peur de se faire avoir». Henri Emmanuelli affirme la nécessité de «changer la hiérarchie des priorités et de passer d'une politique de l'offre à une politique des besoins de la société».

Pendant ce temps, d'autres auscultent les Français avec Gérard Le Gall, animateur de l'atelier «Parti et mouvements politiques». «Républicains en termes institutionnels, socialistes au plan social, conservateurs au niveau culturel», les Français perçoivent négativement la classe politique et la ressentent comme trop différente d'eux. D'où le danger de Le Pen, qui se fonde sur «une anthropologie de la proximité». L'individualisme transforme le «on pense par soi-même, mais pas pour soi-même» du socialisme en un «on pense par soi-même et pour soi-même». La formule fait mouche : «C'est la première fois que j'ai véritablement compris la différence entre le socialisme et le reste, observe une militante. Avant, je la vivais mais c'était flou».

Dans l'après-midi, le débat de l'atelier «classes et clivages sociaux, syndicalisme et associations» tourne autours de la façon dont le PS peut jouer son rôle de force de synthèse et d'unification face à la différenciation croissante du salariat et aux aspirations des laissés-pour-compte de la modernisation. La discussion prend un ton passionné : Ahmed Ghayet plaide «pour sortir l'Islam des caves» et lui permettre d'avoir des lieux de culte. Une militante de Charente-Maritime fait référence à la séparation de l'Église et de l'État. Selon un adhérent de Conflans-Sainte-Honorine, issu d'un mariage mixte, le débat sur la laïcité est mal posé : «La France est un pays catholique dans sa structure même, il faut remettre tout le monde à niveau». Une femme dans la salle s'indigne : «La France laïque n'existe pas, on vient de créer un Capes de religion pour l'Alsace-Lorraine». Martine Aubry rappelle qu'«il ne faut pas confondre laïcité et négation du caractère religieux. La laïcité, ce n'est pas la négation ou le refus des religions, c'est la neutralité». Henri Weber souligne que nous avons tous plusieurs identités qui ne sont pas contradictoires. Il souhaite «l'intégration par le haut» : à la différence des xénophobes qui ne conçoivent l'intégration que par rapport à un passé, les socialistes souhaitent la réaliser par un projet».

LA PLACE DES FEMMES

L'un des ateliers a abordé la question de la place des femmes dans la société. Après la seconde convention, au cours de laquelle les socialistes ont voté des propositions visant à lutter contre l'exception française pour ce qui concerne le nombre de femmes élues, les participants ont donc eu une nouvelle fois l'occasion de s'exprimer. Preuve, s'il en était nécessaire, que le sujet n'est pas épuisé ! Après un exposé introductif de Sylvie Guillaume, Adeline Hazan a critiqué en détail la politique gouvernementale qui met en danger les droits acquis des femmes ; elle a aussi abordé le rôle des femmes étrangères dans la société française. Catherine Tasca est revenue sur les arguments de défense d'une réelle démocratie paritaire, dans le cadre de principes de réalité et de solidarité. Parmi de nombreuses interventions, les participantes et participants ont demandé qu'un débat sur la famille ait lieu au sein du PS, afin que ce thème ne soit pas laissé à la droite. Mireille Lacombe a annoncé la création d'un groupe mixte au sein de la FNESR. De même, l'atelier a permis de faire le point sur l'avancée de la réflexion en prévision des élections de 1998. Et de finir sur l'absolue nécessité que chacun respecte les engagements pris ! **E. N.**

«un débat fondateur et difficile»

La salle où se tient l'atelier «Emploi, temps de travail» est comble. Jacques Rigaudiat place le débat dans la perspective de la convention du PS qui se tiendra en décembre et des législatives de 1998. Il observe une série de «non-dits», «un consensus mou et sceptique» sur la question de la réduction du temps de travail. «On est pour mais on pense que ce n'est pas possible, que c'est un fantasme».

Pour Pierre Moscovici, la réduction du temps de travail a toujours été «un débat fondateur et difficile pour les socialistes. Nous avons un passé et un passif. Nous voulons les 35 heures, nous avons fait les 39 heures». Il pose des questions : «La réduction du temps de travail est-elle une question centrale ou marginale ? La fait-on

Les mutations du système politique

Gérard Le Gall, avec la participation de Claude Bartolone et de Pierre Guidoni, a animé le vendredi matin l'atelier «système politique français». Le délégué aux études politiques auprès de Lionel Jospin a analysé avec rigueur, par une approche à la fois institutionnelle, historique et politique, les mutations profondes de notre système politique au cours des trois dernières décennies. Il a mis l'accent sur les changements à travers la permanence d'une demande simultanée d'orientation social-démocrate (protection sociale...) et une certaine droitisation de la société française depuis une vingtaine d'années (montée des attitudes autoritaires et xénophobes ; déclin du libéralisme culturel...). Il a illustré la crise de la sphère politique et la montée du scepticisme, aggravée par les promesses «oubliées» de la campagne présidentielle de Jacques Chirac. Dans cet environnement complexe, l'atelier a débattu des atouts de la gauche (fort crédit sur la dimension sociale et sur les libertés publiques...) et de ses handicaps (politique économique, politique en matière de sécurité...) face à l'échéance de 1998. Le samedi matin, Gérard Le Gall, chargé par le Premier secrétaire d'une réflexion sur le Front national et sur les voies pour le combattre, a présenté aux premiers responsables fédéraux les grandes lignes de son rapport d'orientation. Il a exposé, durant une heure, les causes de l'émergence du FN, sa nature dangereuse pour la démocratie et les moyens de le combattre, avec d'abord le souci d'efficacité. Le débat a montré les convergences d'analyse et de propositions, entre le prérapport et les participants.

Eric Nadin



TABLE RONDE

«La question sociale au XXIe siècle»

pour la répartition ou pour la création d'emplois ?» Jean Le Garrec, lui, souhaite «remettre l'utopie créatrice au centre des débats».

Pour Michel Rocard, «il y a le feu». Il est de moins en moins sûr «que ce dont on parle soit le chômage, mais une désintégration sociale dont le chômage est une des manifestations les plus visibles». On a vu disparaître les conditions de la grande croissance. «Aujourd'hui, les Etats-Unis et le Japon sont confrontés à un colossal problème de pauvreté salariale et l'Europe à un colossal problème de pauvreté chômeuse». Or nous sommes entrés dans la révolution informationnelle : nos besoins vont être satisfaits par 4 à 5 % de la population. «Peut-on limiter la casse ? «Oui, mais tout le monde a peur de la réduction du temps de travail. Il faut donc un déblocage psychologique, comme peut l'être la diminution des cotisations sociales sur les 32 premières heures travaillées.

Monique Grima

«Quelles chances avons-nous de donner un visage plus humain à l'économie mondiale ?» demande Elisabeth Guigou en lançant, le samedi, la table ronde sur «La question sociale au XXIe siècle». D'entrée de jeu, elle affirme haut et clair sa conviction : «Je ne crois pas que la mondialisation nous condamne à l'inertie au niveau national». Une conviction reprise par les économistes qui lui succèdent. Pour Elie Cohen, «la mondialisation est largement un mythe et l'incapacité des États à agir un gigantesque prétexte». Elle est, comme l'Europe, selon Jean-Paul Fitoussi, «un alibi invoqué par les gouvernements successifs pour ne pas prendre les mesures nécessaires. On a fait comme s'il y avait un déterminisme de la construction européenne».

«On nous dit que le social dépend du national. C'est une rigolade» explose Laurent Fabius. «Le social fait et fera partie de la construction européenne» : si ce n'est pas le cas, il y aura alignement par le bas. Mais il n'y aura pas de changement à la politique économique et sociale en France s'il n'y a pas de changement de majorité politique. «Il faut fixer des objectifs assez simples et les moyens pour les atteindre». Laurent Fabius en propose trois : un emploi, un logement, un avenir. «Si la gauche s'identifiait à ces trois objectifs avec des moyens crédibles pour y parvenir, nous affronterions les échéances qui viennent en position convenable».

Pour Marie-Noëlle Lienemann, «nous ne sortirons pas de ce siècle sans des chocs sociaux importants. Seront-ils subis ou maîtrisés ? Il faut donner un grand coup d'arrêt à la manière dont l'Europe se construit. La question de Maastricht est posée.»

Henri Emmanuelli stigmatise, pour sa part, «la fuite en avant dans une politique de l'offre» conduisant à «une croissance en berne et des inégalités qui s'aggravent». Pour lui, «le retour à l'emploi passe par moins d'inégalités et plus de redistribution». Il souhaite libérer les facteurs de production «des charges indues» et «déconnecter le salaire des cotisations sociales et des charges fiscales qui pèsent sur lui».

M.G.

Henri Emmanuelli : inverser la logique et les priorités

«Le thème qui nous réunit aujourd'hui «la question sociale au XXIe siècle» ne peut être dissociée de ce que nous pouvons et devons proposer à la fin de celui-ci. Au premier rang de nos préoccupations se pose la question qui occupera la réflexion de notre parti jusqu'au mois de décembre : la redistribution des richesses, et au-delà, la politique économique et sociale que nous préconiserons si nous voulons présenter aux Français en 1998 une véritable alternative.

Je partirai, en schématisant par la force des choses, d'un constat : depuis les «années 70» et le choc pétrolier, qui marque la fin d'une époque de progrès économique et sociale, les réflexions et les politiques menées ont toutes abouti à pénaliser lourdement un facteur de production qui sous le poids de la mondialisation, du progrès technologique est devenu de plus en plus rare et précieux : l'emploi. Même si nous, socialistes, au pouvoir avons tenté à la marge, contrairement aux gouvernements de droite, de limiter les dégâts.

Il est donc aujourd'hui de notre devoir d'inverser cette tendance, d'abandonner au plus vite et très clairement la politique néo-libérale de l'offre qui sévit depuis lors, pour la remplacer par une logique inverse de satisfaction des besoins. Il faut en finir avec un raisonnement, bien ancré, qui a consisté -et consiste encore pour beaucoup- à se servir de la lutte contre le chômage comme alibi, cache-sexe de l'accroissement des inégalités et de l'exclusion, de la baisse du pouvoir d'achat, pour établir au contraire une hiérarchie nette des priorités : créer de l'emploi avec plus de croissance et moins d'inégalités.

Pas un discours politique n'a omis depuis que le chômage va galopant de prôner une politique volontariste pour l'emploi. Personne ne l'a vraiment fait. A nous de faire entrer cette pétition de principe dans la réalité. Comment ?

- En libérant le travail, en l'allégeant de la plupart des prélèvements fiscaux et sociaux qui repose sur lui (suppression de la cotisation maladie remplacée par une CSG élargie et un prélèvement sur la valeur ajoutée), réforme de la taxe professionnelle, mise en place d'un impôt sur les sociétés, réforme de l'impôt sur les revenus pour donner de l'air aux classes moyennes. L'utilité sociale toujours affectée d'un signe négatif doit être promue comme valeur positive.

- En redynamisant la croissance notamment par la relance salariale.

- En redistribuant la richesse produite notamment par une baisse de la durée hebdomadaire du travail à 35 heures puis à 32 heures, à salaire égal maintenu faute de quoi on pénaliserait la demande et donc l'emploi.

En préambule, il nous faudra ébranler un dogme présenté comme forcément intangible : celui de la monnaie. La monnaie ne sert plus, aujourd'hui elle asservit. A nous, socialistes, tout en maintenant une relative stabilité monétaire de remettre à sa place ce qui n'est après tout qu'un moyen au service d'une politique économique et sociale et non une fin en soi.

Pour 1998, nous devons faire preuve d'audace et de courage pour entraîner l'adhésion des Français. Sans quoi nous nous préparerions, et les Français avec nous, des lendemains désenchantés.»

L'Université d'été du MJS

Extraits de l'intervention de clôture de Régis Juanico, président du MJS :

«ETRE DES «PRODUCTEURS D'AVENIR»

«Au moment où pèse sur l'action politique un discrédit général, directement alimenté par l'incurie du tandem Chirac-Juppé, il nous appartient de mobiliser la société sur un projet collectif. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les jeunes pour lesquels nous devons être des "producteurs d'avenir".

Par rapport à l'absence cruelle de perspectives, deux grands comportements sont possibles au sein de notre génération : soit elle se résigne à la précarité comme mode de vie durable, soit, et c'est l'attitude qu'il nous faut encourager, il se produit une réaction collective de cette génération, un refus des conditions d'entrée dans la vie sociale et professionnelle qu'on lui impose.

Le message qu'il s'agit de faire passer à ces jeunes, et qui aura été le fil conducteur de notre Université d'été, est le suivant : un changement profond de société est possible si l'on est capable de redistribuer le temps de travail, les temps de la vie et les richesses simultanément.

La place du travail

La réduction massive du temps de travail est avant tout un moyen de faire reculer le chômage et la précarité, mais c'est aussi un moyen de changer l'organisation de la société et de revoir la place occupée par le travail dans notre vie. Changer notre rapport au travail, c'est admettre qu'il restera sous la forme de l'emploi salarié un élément incontournable de la vie de chacun, mais il ne sera plus en revanche l'unique lieu d'intégration et de reconnaissance sociale, car d'autres activités seront valorisées.





Pour autant, la réduction du temps de travail n'a pas de sens si elle doit se traduire, en particulier pour les plus démunis, par la création de nouvelles inégalités devant le temps libéré et par de la précarité supplémentaire. Il faut pour cela accompagner la réduction du temps de travail d'une plus juste répartition des richesses créées. La fiscalité peut de ce point de vue devenir un outil de justice sociale si l'on sait rendre les prélèvements fiscaux et sociaux véritablement progressifs et redistributifs, ce qu'ils ne sont pas à l'heure actuelle.

Nord-Sud, le fossé se creuse

Qui dit meilleure répartition des richesses dit redéfinition globale des rapports économiques entre le Nord et le Sud. Le fossé ne cesse de s'élargir entre riches et pauvres : les 358 plus grandes fortunes planétaires gagnent à elles seules plus que les 2 milliards d'êtres humains les plus pauvres. Le risque à l'heure actuelle est de voir les pays industrialisés, gagnés par la lassitude, se désengager dans leur effort d'aide au développement, alors que cette aide n'a jamais été aussi précieuse pour les pays les moins avancés. La dette contractée depuis 15 ans, les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale sont un fardeau insupportable pour ces pays à qui l'on demande de mettre en place la démocratie et de solder en même temps le passif hérité des années de dictatures.

L'essentiel du travail militant du MJS pour les mois qui viennent sera un travail de conviction sur ces trois thèmes : réduction du temps de travail, fiscalité, et coopération Nord-Sud.»

Pour la troisième année consécutive, le MJS a organisé sa propre Université d'été. 200 militants venus de 42 fédérations ont participé aux trois tables rondes consacrées à la redistribution des richesses :

- **L'avenir du travail dans la société.** Avec Jean-Louis Laville (sociologue et économiste, chercheur au CNRS) et Martine Aubry.
- **Le système fiscal français.** Avec Jean- Michel Allard (Secrétaire national du Syndicat national unifié des impôts), Guillaume Duval (journaliste à Alternatives Économiques) et Alain Richard (sénateur PS).
- **Quelle redistribution Nord-Sud des richesses ?** Avec Christian Chavagneux (économiste, chroniqueur à Alternatives Économiques), Riccardo Petrella (universitaire, journaliste au Monde Diplomatique) et Elisabeth Guigou.

Pendant l'été l'exclusion continue !

A l'issue de ces trois journées de formation, de détente et de fête, la satisfaction des jeunes socialistes aurait été totale s'il n'y avait pas eu, pour la deuxième année consécutive, les arrêtés anti-mendicité du maire de La Rochelle.

Déjà l'an dernier, le MJS avait mis en garde Michel Crépeau sur les risques de contagion dans tout le pays de ces arrêtés anti-pauvres. L'été 96 nous a malheureusement donné raison : ces arrêtés pullulent en France, même dans des municipalités socialistes.

Le MJS dénonce l'attitude des maires qui édictent ce type de réglementation, en particulier ceux qui jugent cette politique compatible avec le combat de la gauche. Ces textes ne sont en aucune façon une réponse à l'exclusion et à la détresse des sans domicile fixe.

Malgré l'hospitalité (sélective !) de la ville de La Rochelle et les efforts qu'elle consacre à l'aide sociale, le MJS a tenu à rappeler à Michel Crépeau que ces arrêtés sont indignes de la gauche et a invité tous les socialistes à exiger leur suppression, partout en France.

BILAN D'UNE UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Forger la cohérence politique de notre projet

Aucune Université d'été ne ressemble tout à fait à une autre. Cela tient beaucoup au contexte. Celle que nous venons de tenir à La Rochelle s'est inscrite dans une double actualité. La situation d'une France inquiète à la recherche des raisons d'espérer, qui ne comprend pas comment une société qui continue de s'enrichir peut connaître tant d'inégalités, l'action, ensuite, de notre parti qui, depuis un peu moins d'une année, a entrepris de reforger une cohérence programmatique qui doit lui permettre de proposer une réelle alternative politique.

Ces réalités rendent compte de l'attente forte qui s'est manifestée pendant ces trois jours : regarder en face les problèmes essentiels de la société française et débattre ensemble, de manière ouverte et approfondie, de nos choix politiques. Le nombre élevé des participants, leur assiduité et leur exigence dans les débats ont beaucoup fait pour l'intérêt de ces journées.

Une telle rencontre revêt aussi nécessairement un double caractère : elle est un moment d'expression politique de notre parti, avec des prises de position par notre Premier secrétaire et les principaux responsables, elle est en même temps un moment d'échanges entre militants et responsables. Nous avons tenté de concilier ces deux exigences en distinguant trois moments : celui des ateliers tenus simultanément qui, par groupes plus restreints, permettent une expression multiple, celui des tables rondes confrontant des analyses qui peuvent être contrastées, celui de la synthèse principalement autour du discours de Lionel Jospin. Chacun de ces moments offre évidemment plus ou moins de place pour une participation active. Mais l'ensemble peut donner un équilibre.

Donner du sens à la formation dans le parti

Ces journées -comme d'ailleurs les autres rencontres régionales tenues depuis quelques mois- permettent de cerner ce que doit être la formation dans un parti comme le nôtre. Nous sommes, là aussi, les héritiers d'une double tradition : une tradition «guesdiste» qui fait de la formation principalement la connaissance d'éléments de propagande -ce qui est toujours utile-, une tradition «jaurésienne» qui en fait surtout la diffusion d'une culture.

C'est un équilibre difficile à faire vivre. L'expérience montre que c'est un effort qui s'inscrit malaisément dans la durée. Les conditions de la politique moderne ne facilitent pas non plus la tâche. Les médias donnent une information surabondante mais souvent éclatée. Ce qui est plus heureux, l'élévation du niveau d'éducation rend les militants beaucoup plus exigeants. Le temps des petites brochures élémentaires est dépassé. Nous devons donc mettre au cœur d'une formation politique d'aujourd'hui l'analyse politique.

Dans un monde et une société complexes l'important est de dégager des grilles de lecture communes qui correspondent à une réalité. Nous devons avoir conscience que spontanément nous sommes portés à vouloir enfermer la réalité dans les descriptions qui nous sont familières, nous courons alors le risque de nous transmettre en guise d'idées des sortes de légendes qui ne rendent plus compte de la réalité.

Au-delà d'une Université d'été

Privilégier l'analyse politique dans la formation demande qu'on y prenne le temps et que cet exercice soit fait en commun dans des échanges directs où chacun puisse intervenir. Une Université d'été nationale est une bonne chose, mais il faut mettre en œuvre le même type d'effort dans les régions et les départements auprès des sections.

Cette insistance mise sur l'analyse politique correspond aussi à la nécessité car nous nous trouvons dans une période bien particulière de notre propre histoire socialiste. La présence d'une série d'ateliers sur l'histoire et l'identité de notre parti n'était pas fortuite. Il est évidemment intéressant de voir que l'évolution n'est pas linéaire et que chaque génération a des responsabilités propres. Les valeurs sont les mêmes mais les enjeux changent et les moyens ne sont pas identiques. Il est important surtout de comprendre que nous vivons aujourd'hui un moment où nous affrontons un défi un peu de même nature que celui de la génération des années 1930-1940, la menace de la guerre en moins (ce qui n'est pas rien...).

C'est pour maîtriser la crise du capitalisme, avec tout ce qu'elle a entraîné de drames et de conflits, qu'ont été peu à peu



pensés et mis en œuvre les éléments d'une politique de croissance, les mesures de protection sociale, les instruments d'une intervention de l'Etat. Tout ce qui a rendu possible ensuite l'équilibre des économies mixtes des années 1950-1960.

Une riposte concertée en Europe

C'est cela qui est en cause aujourd'hui. C'est cela qui, de manière plus ou moins directe, a été traité dans les débats. L'intervention de camarades socialistes allemands et italiens a montré qu'une même prise de conscience sur la nature de nos tâches était à l'œuvre en Europe. La grande différence avec le passé est qu'aujourd'hui nous devons penser et mettre en œuvre les réformes de structures nécessaires à la fois nationalement et internationalement.

Le socialisme par tradition a cette double mission. L'enjeu que représente son unité en Europe dans les analyses et dans l'action a été souligné par tous. Mais tous ont convenu aussi qu'il y avait encore beaucoup à faire. Nous n'en sommes qu'au début d'un cycle politique et social. Cela doit nous encourager, car l'avenir est pleinement ouvert, le capitalisme seul, sans contre-pouvoir démocratique, ne le maîtrisera pas, pas plus qu'il ne l'a fait hier.

Nos journées de La Rochelle ont apporté leur contribution à ce combat. Elles l'ont fait en étudiant les questions fondamentales et les tendances longues qui structurent notre avenir, mais elles l'ont fait aussi en déterminant avec clarté et fermeté les raisons de notre opposition aux politiques actuellement menées par la droite. Nous poursuivrons cette démarche.

Alain Bergounioux
Secrétaire national à la Formation

AGENDA

Mercredi 4 et jeudi 5 septembre :
- Session du Parlement européen à Bruxelles

Jeudi 5 septembre :
- PS : Commission Europe.

Vendredi 6 septembre :
- Roumanie : Convention nationale extraordinaire de l'USD (PD+PSDR).

Vendredi 6 et samedi 7 septembre :
- IS : conférence des Femmes, à New-York, avec Sylvie Guillaume et Laurence Dumont.

Dimanche 8 septembre :
- Élection dans la 2e circonscription de St-Paul (La Réunion).
- IS : Presidium et Conseil, à New-York, avec Pierre Mauroy et Pierre Guidoni.

Lundi 9 septembre :
- Réunion des délégués nationaux nommés auprès d'Adeline Hazan.

Du lundi 9 au mercredi 11 septembre :
- IS : Congrès, à l'ONU, New-York, avec Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Pierre Guidoni, Sylvie Guillaume, Laurence Dumont, Henri Nallet et Jean-Luc Mélenchon.

Du lundi 9 au vendredi 13 septembre :
PSE : conférence extraordinaire du groupe européen du PSE sur la CIG, à Helsinki.

Mardi 10 septembre :
- Réunion de la Commission Justice.
- Ségolène Royal réunit le comité de pilotage du groupe de travail sur les services publics.
- Réunion de la Commission économique.

Mercredi 11 septembre :
- PSE : Bureau, à Bruxelles.

Du mercredi 11 au dimanche 15 septembre :
- Danemark : Congrès du PSD, à Aalborg.

Jeudi 12 septembre :
-Jack Lang participe, à Athènes, au meeting de soutien aux candidats du PS grec (PASOK) pour les élections législatives du 22 janvier.

Jeudi 12 et vendredi 13 septembre :
- PSE : Femmes - Commission permanente.
- PSE : Groupe de travail, à Bruxelles.

Vendredi 13 au dimanche 15 septembre :
Fête de l'Humanité à la Courneuve.

Samedi 14 septembre :
- Manifestation des collectifs "Clovis n'est pas la France" à Lorient.
- Elections générales (7 scrutins) en Bosnie-Herzégovine.
- Réunion de la Commission "Le réformisme européen" du Groupe des experts.

Samedi 14 septembre au dimanche 15 septembre :
- Université d'été du Parti radical socialiste (ex Radical) à La Rochelle.

Dimanche 15 septembre :
1er tour des élections cantonales partielles à Chaville (92).

Samedi 21 septembre :
Conseil National à Paris.

AGENDA DU PREMIER SECRÉTAIRE

MARDI 4 SEPTEMBRE :
- Rendez-vous avec M. Ben Dhia, Secrétaire général du RCD (Tunisie).
- Apéritif avec la Fédération des Français à l'étranger.

DIMANCHE 8 SEPTEMBRE :
- Invité de 7/7 (TF1)

LUNDI 9 SEPTEMBRE AU JEUDI 12 SEPTEMBRE :
Congrès de l'Internationale socialiste à New-York.

UNE RENTRÉE SCOLAIRE HYPO
UNE DIMINUTION DES MOYENS

Cette rentrée confirme que la priorité à l'Éducation nationale mise en œuvre par la gauche au pouvoir est abandonnée, et que derrière les beaux discours, la France n'a plus de politique éducative à la mesure des exigences de l'avenir.

La rentrée scolaire 1996 est marquée par une réduction des moyens consacrés à l'école. Derrière quelques innovations qui sont le lot de toutes les rentrées et que l'on fait mousser comme de grandes réformes, elle confirme la restriction des crédits budgétaires, le manque de volonté politique, l'absence de véritable projet pour l'Education nationale dans un contexte difficile pour de nombreuses familles.

Le ministre se répand en nobles propos sur le progrès social et la dignité humaine ? Mais l'allocation de rentrée 96 diminue d'un coup de 500 francs

SOLUTION POLITIQUE DURABLE EN IRAK

Le Parti socialiste, qui a déjà exprimé sa condamnation de l'intervention de l'armée irakienne au Kurdistan, rappelle que l'essentiel reste la sauvegarde de la zone de protection garantie par la communauté internationale au nord de l'Irak, le retour à la paix entre Kurdes et dans l'ensemble de la région, et la mise en œuvre d'une solution politique durable.

L'action militaire engagée par les États-Unis au sud de l'Irak ne facilite pas et ne rapproche pas la réalisation de ces objectifs.

Alors que Jacques Chirac a été informé par un simple coup de téléphone de l'action lancée par le président des États-Unis sans aucun mandat de l'ONU, les socialistes sont fondés à réaffirmer leur inquiétude en ce qui concerne les conditions du retour dans l'OTAN, tel qu'il est aujourd'hui envisagé. La diplomatie française devrait, en contact avec nos partenaires européens, agir fermement pour que les questions posées aujourd'hui en Irak soient traitées dans le cadre des institutions internationales, et conformément aux résolutions des Nations Unies.

4 septembre 1996

Réunion des Premiers secrétaires fédéraux

La Rochelle, c'était aussi la rentrée pour les Premiers secrétaires fédéraux, qui étaient venus nombreux pour participer aux différents débats, mais aussi pour se retrouver.

Après un rapide tour d'horizon politique, les responsables départementaux ont abordé d'emblée la question de la préparation des élections législatives et de la place qui sera réservée par le Parti socialiste aux femmes.

Chacun s'accordant à dire qu'il n'est plus possible de laisser perdurer des inégalités de représentation aussi criantes que scandaleuses. Le problème aujourd'hui est de définir une méthode qui permettra d'y remédier.

C'est dans la discussion, par le dialogue avec les fédérations, en définissant des objectifs ambitieux et en voyant ensemble les moyens d'y parvenir que notre Parti donner des signes forts de son évolution sur le sujet. Les Premiers secrétaires attendent un calendrier précis, qui leur permettra de créer les conditions nécessaires à ces objectifs.

Henri Pradeaux, Délégué général auprès de Lionel Jospin, présenta ensuite les grandes lignes de la réorganisation du siège, rue de Solferino.

De grands projets d'aménagements architecturaux vont voir le jour, à l'occasion d'une réorganisation interne dont la finalité est de faire du Parti socialiste un grand parti à la hauteur des enjeux qui sont devant nous. «Vendredi» aura l'occasion de revenir sur ce projet très attendu. Gérard Le Gall fit un brillant exposé de ses analyses sur l'état de l'opinion et la lutte contre l'extrême droite ; il y revient dans ces colonnes.

Au terme de cette matinée, rendez-vous a été pris pour une nouvelle réunion des Premiers secrétaires fédéraux qui devrait rapidement approfondir l'ensemble des sujets et se mettre en ordre de marche à la veille d'échéances dont chacun mesure l'importance.

Jean-Pierre Bel
Secrétaire national aux Fédérations

QUÉS DU BUREAU NATIONAL

ÉQUÉE PAR BUDGÉTAIRES

par élève, alors que la pauvreté se manifeste de plus en plus en milieu scolaire par la diminution des inscriptions dans les cantines et l'apparition de signes de malnutrition chez certains enfants.

Le ministre invite le pays, la main sur le cœur, à «aimer les enseignants» mais des milliers de maîtres auxiliaires supplémentaires vont rejoindre la cohorte des chômeurs après des années de loyaux services, alors que la plus grande part des centaines de milliers d'heures supplémentaires imposées chaque année aux titulaires pourrait être transformée en emplois.

Le ministre aime à parler pédagogie et exalte l'égalité des chances, mais il supprime plusieurs milliers de postes d'enseignants au budget 1997 ; interdisant du même coup l'amélioration de l'encadrement éducatif nécessaire pour combattre vraiment l'échec scolaire et chasser la violence à l'école.

4 septembre 1996

LE BAPTEME DE CLOVIS

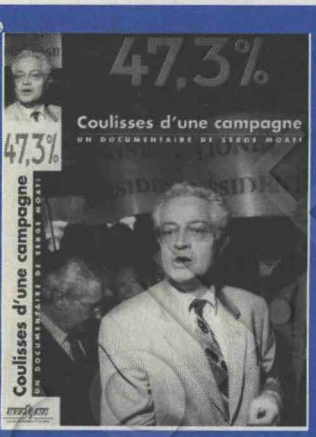
Toutes nos commémorations historiques cristallisent naturellement des interprétations différentes de notre histoire commune. En ce qui concerne le quinze centième anniversaire du baptême de Clovis, il ne s'agit que d'un moment du long processus qui a conduit à la constitution de la France.

On comprend l'importance propre de ce moment pour l'Eglise catholique. Mais, contrairement à ce que certains voudraient laisser entendre, le baptême de Clovis n'est pas le «baptême de la France».

Il faut donc raison garder. L'État républicain, pas plus que les collectivités locales, n'ont à soutenir publiquement et financièrement des manifestations qui ne représentent pas, pour tous les Français, un symbole national fort. Ils n'ont pas à faire leurs les jugements et la signification que des catholiques peuvent donner au baptême de Reims.

La France est faite de traditions diverses qui ont toutes leur légitimité. Depuis les lois de séparation de l'Eglise et de l'État, c'est la laïcité -inscrite au cœur des valeurs de la République- qui en permet la coexistence. Notre pacte républicain, fondé sur une volonté de vivre ensemble, un respect de la conscience religieuse privée, une égalité des religions entre elles et devant les institutions républicaines, doit être respecté par tous, et d'abord par ceux qui ont pour charge de veiller à la pérennité des principes de la Révolution française inscrits dans notre Constitution et doivent défendre la laïcité de l'État.

4 septembre 1996



47,3%

Coulisses d'une campagne

Un documentaire de Serge Moati avec la collaboration de Lucie Caries et Thierry Oden

Entre portraits volés et photos de famille, retrouvez les petits et les grands moments de la campagne présidentielle 1995 de Lionel Jospin. Un document vrai et inédit sur la force de l'engagement politique.

«Du grand cinéma, superbement taillé dans le réel»
Télérama

OUI, je désire recevoir la cassette de "47,3%, Coulisses d'une Campagne", aux conditions suivantes : 1 cassette = 100 F

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville : Tél. :

Je joins mon règlement par chèque à l'ordre de : PARTI SOCIALISTE - Bon à renvoyer à : PS Communication, 10 rue de Solferino 75 333 PARIS CEDEX 07

LA FRANCOPHONIE POIGNARDÉE

J'ai mal à ma francophonie. Ce n'est pas le mot qui compte, c'est sa réalité présente. La francophonie a été humiliée par cette errance de 300 Africains durant des mois, de la Cartoucherie à la rue Pajol, puis à l'église Saint-Bernard (...)

Tous ceux et celles qui, dans un monde en voie d'uniformisation, de globalisation économique, de suprématie de l'argent, et d'autorité américaine croissante, croient cependant que la francophonie est un bien précieux, une chance pour ceux qui parlent une même langue autre que l'anglais, dans «les pays ayant le français en partage» comme on les appelle dans les institutions francophones, et bien tous ceux-là ont mal dormi ces derniers mois. Et ce vendredi 23 août, ils se sont réveillés avec une pierre sur la poitrine.

Toutes celles et ceux qui pensent que la francophonie n'est pas seulement un legs du passé, une commémoration de la «valeureuse» période coloniale et un juste retour de la «généreuse» décolonisation, mais qu'elle est encore une réalité et un possible projet d'avenir, ceux-là se sont réveillés avec la honte au cœur. Qui nous fera croire que quelque 300 personnes de plus sur notre territoire posent des problèmes insolubles ? Et pis encore, qu'ils mettent en péril les lois de la République ? La loi de la République n'est pas un mur infranchissable, c'est une protection, c'est même la seule protection des faibles contre la loi des plus forts. (...)

Le coup de force policier du 23 août, les premiers renvois en charter du 24 août, ne résoudront rien ici, chez nous, du côté de l'immigration. Et là- bas, en Afrique, ils portent un coup peut- être irréparable à ce que nous appelons la communauté des francophones. (...)

Comment a-t-on pu pendant des mois laisser au ministre de l'«intérieur», comme une simple affaire d'ordre public, la gestion d'une telle situation ? Il ne s'agit pas «d'ordre», mais du gigantesque désordre qui prospère dans le monde en laissant loin derrière les pays du Nord, et en dehors des fruits du développement, tant de peuples du Sud. (...)

A tous ceux qui exigent pour l'acquisition de la nationalité française un engagement sincère et explicite, peut-on faire remarquer ceci : ce que veulent ces hommes et ces femmes, ce n'est même pas la nationalité française, c'est pouvoir travailler honnêtement, régulièrement, en France, et que leurs enfants puissent grandir dans nos écoles, s'instruire dans la langue française : quel plus beau gage d'appartenance à la francophonie leur demander ? Quel acte plus clair exprimant un choix exiger de ceux qui vont jusqu'à mettre leur vie en péril pour rester en France ? (...)

Catherine Tasca
Ancien Secrétaire d'État chargée de la Francophonie



ANEMONE : "ça va péter"

Elle joue dans «Le Cri de la soie» qui sort ces jours-ci. Anémone ne mâche pas ses mots. Franc-parler d'une grande actrice sur les sans-papiers, Chirac, le capitalisme et le cinéma commercial.

Que pensez-vous du sort réservé aux sans-papiers de l'église Saint-Bernard ?

Je suis enchantée ! Ce gouvernement est formidable ! Toujours plus con que prévu ! C'est merveilleux. Il est en train de mobiliser tout le monde contre lui. Saint-Bernard fédère tous les mécontentements. Les agriculteurs en ont marre, l'administration n'en peut plus et les jeunes ressortent leur «Touche pas à mon pote».

Avec sa fermeté, il va tout faire péter. Traiter ces gens avec une telle brutalité ! Et qu'Emmanuelle Béart ait été là, c'est symptomatique. Car lors des grèves de décembre, quand j'appelais mes copains acteurs, il n'y avait personne ! Là, ça y est, ça bouge. Si Emmanuelle Béart y était, ça veut dire que les trente ans bougent. Demain se seront les vingt ans.

A Saint-Bernard, le pouvoir qui parle tant du respect des lois de la République s'est mis hors la loi. On n'a pas le droit de troubler le culte. Or le curé était en train de dire la messe. De toute façon, il est hors la loi depuis le début. Juppé avait dit que s'il y avait 2 millions de manifestants dans la rue, il partirait. Il y en a eu cinq en décembre dernier.

Quant à Chirac, la réalité dépasse la fiction. Déjà avec les essais nucléaires, il avait fait très fort. Mais quand il a changé de gouvernement, j'ai dit à mes copines, pour plaisanter, «Tu vas voir, il va virer les gonzesses». Eh bien, il l'a fait ! On se dit : «S'il était très con, il ferait ça ». Et lui va toujours un peu au-delà. Ah, pour ça, j'adore ce gouvernement, c'est un rêve.

Que faire pour résister ?

A la télé, il y a quelques temps, j'ai suggéré une grève des impôts. Huit jours après, j'avais une saisie sur salaire. Si j'ai conseillé cette grève, c'est que les citoyens ont un droit de regard sur l'utilisation qui est faite de leurs impôts. Or on paie les erreurs du Crédit Lyonnais, de la dette extérieure, et surtout les émoluments de tous ces messieurs de Bruxelles, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE, etc. Il faut voir l'explosion de leurs frais de fonctionnement, limousines, bureau en marbre... De même qu'il doit y avoir un revenu minimum, il devrait y avoir un revenu maximum. Quand un seul milliardaire a autant de pognon que 26 millions de personnes, ça ne va plus. Il pourrait partager un petit peu. Par exemple, s'il réduisait son train de vie de moitié, il aurait encore autant que 13 millions de personnes, ça peut être envisageable, non ?

Que pensez-vous de la situation internationale ?

Ca va péter. Mondialement. Après les grèves en France, les Allemands ont embrayé, puis les Argentins, les Malaisiens, les Jordaniens, sans parler des Algériens. Les gens n'en peuvent plus. La révolution va se faire avec les nouveaux médias, les fax, l'Internet. Quand le Mur de Berlin est tombé, j'ai dit que le capitalisme était foutu. Voyez les horreurs en Russie, c'est monstrueux. La fin du capitalisme va être pire. Des millions de morts. On est parti pour 20 ans d'horreurs. Sans parler des catastrophes écologiques qui se préparent. Les 2/3 de l'humanité vont y passer et les 2/3 de l'écosystème. Parce que dès qu'une espèce bousille son environnement, elle se bousille elle-même. Après on changera de civilisation. Mais le 1/3 qui survivra devra s'enfermer dans des systèmes pour se protéger du soleil, à cause de la destruction de la couche d'ozone.

Vous êtes réputée pour votre franc-parler. Cela vous a-t-il joué des tours ?

Lorsque j'ai eu un moment de célébrité, j'en ai profité pour gueuler. Quand j'ai dit quelques vérités lors de la remise du César pour «Le Grand chemin», on m'a indiqué la sortie. Et pendant deux ans, je n'ai plus eu un scénario sur ma table. Expédition punitive. Un distributeur suisse me l'a confirmé, après que je sois revenue un peu en grâce : «Maintenant, je peux vous le dire, on nous avait demandé de ne pas travailler avec vous». Et puis il y a eu une campagne de calomnies telle que les gens avaient peur de tourner avec moi.

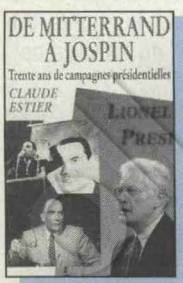
Dans «Le Cri de la soie», qui sort ces jours-ci, vous interprétez le rôle d'une gouvernante...

J'ai été enthousiasmée par le scénario. Une aventure romanesque entre une couturière (Marie Trintignant) analphabète, qui éprouve une passion érotique pour la soie et Gabriel (José Castellito), son psychiatre. Comme ce dernier est lui-même très sensible au plaisir délicat que les étoffes procurent (mais chez lui, c'est plutôt une passion esthétique), ils sont attirés l'un vers l'autre. Le film s'inspire librement de la vie du grand psychiatre Clérambault. Quant à la gouvernante que j'interprète, elle a fait don de sa vie à ce psychiatre qu'elle aime en secret.

Vous vous fâchez quelquefois contre le cinéma commercial...

Ce qui me met en colère, ce sont les méthodes de voyous qu'emploient les marchands de soupe, afin d'écraser tout ce qui bouge, pour qu'il ne reste plus que leur produit. «Le Cri de la soie», par exemple, qui me semble un beau film classique, se retrouve, sur les écrans, pris en sandwich entre Sharon Stone et Tapie. Ecrasé par un phénomène de foire. On en est là.

Propos recueillis par Claude Polak



Proche de François Mitterrand depuis le début des années 60, Claude Estier a participé à ses quatre campagnes présidentielles. Au printemps de 1995, il a été le mandataire national de Lionel Jospin. Seul à ce niveau, il personnifie une continuité de trente années.

De ses souvenirs et de ses notes prises au jour le jour, il a tiré un récit des présidentielles vues de gauche qui fourmille de relations et d'anecdotes inédites, et qui met en lumière des parallélismes souvent inattendus entre ces compétitions au sommet devenues un élément déterminant de la vie politique française.

Prix 130 F + 10 F de frais de port. Chèque à l'ordre de Vendredi.

De Mitterrand à Jospin, par Claude Estier
Coupon à retourner à Vendredi - 10 rue de Solférino
75333 PARIS CEDEX 07

Nom : ..... **Prénom :** .....

Adresse : .....

.....

.....

La ville de Hénin-Beaumont

(Pas-de-Calais) - 27 000 habitants
recrute par voie de mutation

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL-ADJOINT (H/F)

(20.000 À 40.000 HAB.)

dans le cadre d'emploi des attachés territoriaux.

MISSIONS :
Sous l'autorité du Secrétaire général, vous serez chargé de la direction de l'administration (affaires financières, informatique, ressources humaines et affaires générales).

PROFIL :
Vous avez une expérience significative dans une fonction similaire et possédez une connaissance approfondie :
- de la gestion financière ;
- de la gestion des ressources humaines et du statut de la Fonction publique territoriale ;
- de l'outil informatique : logiciel bureautique et progiciel de finances.

Vous avez une aptitude à la conduite du projet M14.
Disponible et organisé, vous avez le sens des relations humaines, un goût pour le travail en équipe, ainsi qu'une bonne capacité d'analyse et d'écoute.

RÉMUNÉRATION :
Statutaire + régime indemnitaire + 13e mois.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation et CV accompagnés d'une photo) à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, rue Voltaire BP 109 62252 HÉNIN-BEAUMONT CÉDEX.

L'OFFICE PUBLIC D'HLM DE CLICHY-LA-GARENNE

(Hauts-de-Seine - 4 000 logements)
Recherche

SON DIRECTEUR (TRICE)

Recrutement statutaire

En relation étroite avec la ville, vous participerez au développement de la politique du logement social de la commune.

A 35/45 ans, vous êtes un homme ou une femme de terrain, proche des locataires, et capable d'encadrer une équipe pluridisciplinaire dans la gestion du quotidien.

Fort(e) d'une expérience réussie dans le monde HLM ou dans une collectivité locale, vous êtes reconnu (e) pour vos compétences financières et votre rigueur en matière de gestion.

De formation supérieure, vous êtes dynamique et très disponible. Votre réussite dépendra également de vos qualités relationnelles et de votre capacité à piloter la maîtrise d'ouvrage de l'Office en matière de réhabilitation et de constructions neuves.

Merci d'adresser vos candidatures sous la réf. 2176 à notre conseil LIGHT - 5/7 rue Jeanne Braconnier 92366 MEUDON-LA-FORET CÉDEX.

Ville de CHAMBLY

(Oise 60230) - 8 500 habitants - recrute

RÉDACTEUR TERRITORIAL EXPÉRIMENTÉ (H/F)

par voie d'inscription sur liste d'aptitude ou de mutation ou de détachement

MISSIONS :
Collaborateur (trice) du Directeur de Cabinet, il (elle) sera chargé(e) notamment :
- de l'administration générale et du secrétariat général : préparation, mise en œuvre et suivi des délibérations du conseil municipal, du bureau municipal, commissions municipales, etc ;
- de suivre les décisions du maire sur délégation du conseil municipal ;
- de préparer, mettre en œuvre et suivre les arrêtés du maire, recueil des actes administratifs ;
- de suivre les dossiers particuliers (contentieux, études ponctuelles, courriers...) ;
- de participer au travail de communication interne.

PROFIL :
Niveau d'études supérieures (formation juridique souhaitée), polyvalence, autonomie, esprit d'initiative, sens du travail en équipe, excellente qualité rédactionnelle, rigueur et sens de l'organisation, parfaite connaissance de l'informatique (Word, Excel, Access...), expérience dans un poste similaire.

RÉMUNÉRATION :
Statutaire + régime indemnitaire + prime de fin d'année.

CONDITIONS DE RECRUTEMENT :
Statutaire

POSTE À POURVOIR AU PLUS TARD LE 1ER NOVEMBRE 96

Date limite de réception des candidatures le 15/09/96.
Adresser les candidatures manuscrites + CV + photo à Monsieur le Maire - Hôtel de Ville 60230 CHAMBLY.

Hérouville Saint-Clair

25 000 habitants - 2e ville du Calvados
recrute par voie statutaire

SON DIRECTEUR DES SERVICES FINANCIERS

Ce cadre détaché sur un emploi fonctionnel de Secrétaire général-adjoint participera à l'équipe de direction et aura pour missions :

- participer à la définition, à la mise en œuvre et au contrôle de l'ensemble de la politique financière de la ville ;
- conduire l'élaboration du budget, veiller à sa bonne exécution dans le cadre d'une procédure déconcentrée ;
- conforter les acquis en matière de gestion de la dette et de la trésorerie ;
- mettre en place des outils d'aide à la décision et de contrôle de gestion ;
- conduire la réalisation d'études de coût et des analyses financières prospectives.

Il sera assisté d'une équipe de 12 personnes dont il assurera l'encadrement et l'animation.

PROFIL :
- Formation supérieure Bac+4. Cadre d'emploi des attachés territoriaux ;
- Expérience significative dans le domaine des finances publiques ;
- Qualité d'organisation, rigueur, disponibilité et esprit d'initiative ;
- Aptitude à l'encadrement.

Adresser votre candidature avec CV à Mairie d'Hérouville St-Clair BP 9 14201 HÉROUVILLE ST-CLAIR CÉDEX

Une rentrée qui sent la poudre

Forte avec les faibles et faible avec les forts, la droite abuse les Français depuis déjà trois ans. Redoutée par la majorité, cette rentrée politique et scolaire s'annonce explosive pour un gouvernement qui ne peut plus cacher ses échecs

ÉCHEC ÉCONOMIQUE

Tous les indicateurs économiques sont au rouge :
Une croissance négative au second trimestre 1996 et une tendance à la stagnation (1%) qui devrait se prolonger. L'emploi en pâtit et les perspectives de hausse du chômage sont supérieures à 100.000 par an.
Les déficits publics restent élevés (supérieurs à 4,2 % du PIB) tandis que la Sécurité sociale continue à creuser son déficit : alors que le gouvernement promettait un déficit de 17 milliards de F en 1996, la commission des comptes annonçait déjà en juin dernier le chiffre record de 48 milliards de F.

ÉCHEC SOCIAL

Les résultats du "tout pour l'emploi" du candidat Chirac ?
Licenciements massifs dans les entreprises privées ou publiques (Moulinex, Péchiney, Peugeot, La Poste, la SNCF, les arsenaux...),
Privatisation scandaleuse de la SFP et mépris de ses salariés.
Suppression de milliers de postes d'enseignants.
Amputation du pouvoir d'achat des parents d'élèves par la baisse de l'allocation scolaire.

ÉCHEC POLITIQUE

Dans l'affaire des sans-papiers, le gouvernement a entretenu la confusion dans l'opinion en pratiquant l'amalgame entre les «sans-papiers» de France et tous les immigrés clandestins. Les maladresses de M. Debré, la brutalité de l'intervention des forces de police, les contradictions des lois Pasqua relancent le débat sur l'immigration.
Le gouvernement promet aujourd'hui 15 à 20 milliards d'allègements d'impôts alors qu'il vient d'en prélever 120 sur l'ensemble des ménages, y compris les plus défavorisés.

**Pour sortir de cette situation désastreuse,
le PS appuie les mouvements qui s'opposent à la politique actuelle
et prépare les conditions de l'alternative**

Collection Parti socialiste

Pour préparer l'avenir, rejoignez le Parti socialiste

Nom et prénom : .....

Adresse : ..... **Code postal :** .....

❒ **Je souhaite prendre contact avec les socialistes** ❒ **je désire adhérer au Parti socialiste**

❒ **Je verse** .....**francs pour soutenir l'action du PS***

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07

(*chèque à l'ordre de AFPS)